

| EDUCATION ET CULTURE

Une nouvelle vision pour la Cité

**Groupe de travail animé par Thierry PATRICE,
membre de l'Institut Kervégan**



Opus I : Une nouvelle vision pour la cité

« Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance. »

Abraham Lincoln

C'est un lieu commun de dire qu'éducation et culture sont des éléments fondamentaux de la vie en société mais les besoins de la société ne sont que relativement satisfaits. Si l'UNESCO a été fondée pour assurer l'accès à l'éducation et à la culture de tous (sa mission n'est pas vraiment achevée), à l'échelon de la cité aussi une réflexion spécifique doit être menée. Dans le schéma de développement de la ville, il semble y avoir plusieurs stades plus ou moins successifs: construction de l'habitat, organisation sociale, organisation économique, voies de communication. Au-delà d'un certain degré d'organisation, fait de phases connues un autre niveau doit se superposer s'imbriquer avec les autres qui est la mise à disposition et l'amplification des moyens permettant un accroissement massif d'un niveau éducatif et culturel adapté aux préoccupations du monde moderne, rendant capable de maîtriser l'inflation médiatique. Education (et son corollaire la culture), santé et justice sont les piliers de la démocratie. Ils sont aussi chacun à leur manière de puissants facteurs de valorisation des acquis, des compétences individuelles.

Mais ce qui est ici en jeu n'est pas seulement d'ordre personnel (épanouissement, bien-être) mais aussi d'ordre collectif. Savoirs et culture vont permettre créativité, pacification des mœurs, intégration des individus et des groupes voire même réduction de la morbidité. On peut dire que dans une mise en compétition des métropoles européennes, il y aura celles qui auront une forte créativité et des coûts sociaux faibles, ces cités rayonneront comme hier Florence ou Anvers, et les autres qui devront consentir des moyens proportionnels aux retards pris mais devenus alors exponentiels.

Sommaire

Opus I

[Education et Culture ? page 3

[Méthodologie page 4

[I. Contenus page 6

> Les enseignements	06
> La diffusion des enseignements	08
> La culture technologique	10
> Les phares culturels	11
> Seconde chance	13



[Éducation et culture ?

Dans l'ensemble constitué par enseignement et culture, volontairement associés car l'un se nourrit de l'autre, il y a à la fois une logique de contenu et une logique de moyens. Ce qui représente la seule force de notre pays par rapport à des pays émergents à la population nombreuse mais sous éduquée c'est de posséder l'infra structure permettant un niveau éducatif et socioculturel élevé. Si demain il faut éduquer 1 milliard supplémentaire d'individus en Asie, la seule mise en place de la structure prendra des dizaines d'années et le poids de la résorption de l'analphabétisme pèsera lourdement sur ces économies. Cette dimension prend une valeur particulière au moment où l'état conscient des disparités et spécificités territoriales transfère nombre de ses prérogatives dans le domaine éducatif culturel et de recherche. Demain, les collectivités territoriales seront responsables de leur avenir pour ce qui est de l'importance qu'elles accorderont à la formation et à la culture de leurs habitants et ce dans un contexte concurrentiel.

Les moyens et les contenus doivent tout autant être flexibles, adaptables, et personnalisés pour qu'idéalement chacun puisse rebondir et s'épanouir.

Malgré tout notre avance est toute relative et notre situation est perfectible et éphémère, du fait de l'apparition galopante des nouvelles technologies, le niveau culturel n'étant jamais suffisant, du fait de l'évolution des besoins et de la répartition non homogène de l'éducation et de la culture dans la société. Ainsi s'agissant de carte scolaire, qu'on la supprime ou non, il faut cependant que les moyens les plus importants soient dédiés aux personnes les plus défavorisées - car l'influence du milieu est lourde directement et par la culture de l'échec qui s'installe - sans pour autant dépouiller les plus chanceux. Par ailleurs certaines catégories de personnes ont des besoins éducatifs spécifiques par exemple chômeurs, seniors non retraités, retraités, populations issues de l'immigration. Les moyens et les contenus, s'ils doivent être pensés à très grande échelle et avoir un caractère massif doivent tout autant être flexibles, adaptables, personnalisés pour aboutir idéalement à ce que chacun puisse avoir le nombre de chances de rebondir et de s'épanouir dont il a besoin.

Notre société doit miser sur ses outils éducatifs et culturels afin que personne ne soit laissé de côté : une intelligence non valorisée non épanouie est un gâchis vite irrémédiable individuel et collectif. Tous les moyens humains et structurels doivent tendre à créativité et création optimisées. C'est la mise en œuvre d'une Culture de la culture constituant une sorte de « meta culture »

L'objectif de ce document n'est pas d'être un rapport. Il n'est pas non plus de



donner un état des lieux exhaustif ni de faire des recommandations péremptives. Il est avant tout le fruit d'un travail de réflexions de citoyens qui estiment avoir le droit, dans le cadre d'une démocratie participative temporairement mort-née, de s'exprimer quant à leurs souhaits ou leurs questionnements.

Ce sont tous ces aspects que l'Institut Kervégan voudrait évoquer à travers trois réflexions concernant les contenus, les territoires et les acteurs. Ces réflexions, ces questions doivent elles mêmes aboutir à la confrontation d'opinions à travers un débat et contribuer à définir des politiques médianes et consensuelles, mais précises. C'est tout ensemble l'état des lieux des besoins non satisfaits, les objectifs à atteindre tant en terme de formation qu'en terme d'accès à la culture, la détection des talents, les moyens à mettre en œuvre tant institutionnels qu'associatifs, en infrastructure, en évaluation, en création et en redéploiement de l'existant qui seront évoqués à travers de grands mots clefs qui seront autant de chapitres mais ne pourront empêcher une certaine redondance.

[*Méthodologie*

En terme de méthodologie, ce groupe de réflexion de l'Institut Kervégan : « Éducation et culture : une nouvelle vision pour la Cité », est composé d'un Comité de pilotage composé de membres et de personnes ressources extérieures.

Une veille et une analyse fine des documents et autres rapports publiés récemment sur ce sujet sont complétés par des entretiens auprès de personnes pertinentes. La spécificité des compétences est visée, plutôt que l'exhaustivité. Les travaux sont échangés en réunions de travail et permettent d'ajuster et d'amender les bilans et écrits produits.

Parmi les champs d'analyse retenus, on distingue :

- Éducation et enseignements filièrisées versus non filièrisées ;
- Formations « déportées » ;
- Culture d'éveil versus culture de perfectionnement.

Les sollicitations auprès des acteurs sont différenciées selon :

- Les institutions ;
- Les associations ;
- Les médias.



Enfin, les territoires étudiés concernent :

- La ville : Nantes ;
- La région : celle des Pays de la Loire ou le Grand ouest ;
- Le pays : la France ;
- L'Europe : l'Union européenne.

[Objet de l'étude

Il importe de cerner l'objet de l'étude c'est-à-dire de préciser les définitions des mots culture, éducation, enseignement. Certains considèrent qu'il doit y avoir disjonction entre éducation-valorisation des acquis et culture qui demeure l'appréhension d'une sorte d'ultime production humaine. Éducation, formation, seconde chance et accès à la culture seraient des concepts différents. Une telle approche peut être analysée différemment: au moins pour les plus fragiles la culture doit aboutir à une valeur ajoutée pour l'individu au sens de son intégration et de son accession à un niveau social amélioré. La différence entre éducation et culture ne semble pas véritablement importante, l'important étant que l'accès soit possible à n'importe quel niveau, à n'importe quel moment. C'est aussi une vision partagée (en particulier) par les socialistes historiques. Le même discours est tenu par Madame Marie-George Buffet pendant la campagne présidentielle de 2007.

La politique culturelle ne peut plus être dissociée politiquement et financièrement d'autres décisions collectives ayant trait à la vie de la cité.

La politique culturelle, qui traditionnellement se suffisait à elle-même, en une sorte de valeur absolue se rapportant davantage à l'esthétisme qu'au pragmatisme, ne peut plus être dissociée politiquement et financièrement d'autres décisions collectives ayant trait à la vie de la cité, par exemple l'urbanisme, les transports ou l'école. Les décisions d'un domaine impactent profondément les autres. S'il ne faut pas brider la production artistique individuelle, il est nécessaire d'investir dans l'initiation, le plaisir de créer ou d'appréhender pour, à moyen terme, créer l'émulation voire l'épanouissement qui aboutiront à de la création. Les Folles Journées de Nantes sont un exemple national désormais emblématique de cette idée : sans un travail de longue haleine en amont, d'appréhension de la musique par le plus grand nombre, il n'y aurait qu'une petite élite à fréquenter cette manifestation, et non plusieurs centaines de milliers de spectateurs chaque année. On est bien dans la notion d'investissement, ce qui implique de prendre en compte la dimension temporelle: les dépenses d'aujourd'hui ne produiront leurs effets que dans une génération ou plus. C'est donc de la mise en place d'une véritable nouvelle culture de la culture, qui pourrait aussi se dire apprendre à apprendre, qu'il s'agit.



Les deux approches « esthétique » et « pragmatique » doivent donc se réunir de toute façon. Le groupe choisit donc de donner un sens également « noble » aux deux termes d'enseignement et d'éducation. L'Institut Kervégan n'est certes pas la première structure à se pencher sur la problématique « Culture et éducation ». En fait beaucoup de rapports ont été rédigés sur ce sujet, parfois très complets et pertinents (ex CESR), mais suivis de peu d'effets. Une raison à cela est peut-être la différence d'échelle de temps entre les actions à mener, l'observation des effets et le temps politique rythmé par des échéances électorales. On peut se demander si il n'y aurait pas une meilleure capacité locale à mieux organiser, à la fois dans la durée et la concertation, afin de mettre en œuvre en allant au-delà de la répétition satisfaisante de ce qui a déjà été fait.

Ce n'est donc pas une interrogation simple sur les moyens mais bien sur les objectifs. Deux exemples illustrent bien cette assertion. Dans les Zones d'Éducation Prioritaires l'objectif étant de scolariser une population défavorisée et ainsi de donner une seconde chance, à quoi servirait de disposer de plus de moyens si le projet restait le même que dans un établissement « normal » qui n'a pas répondu aux besoins ?

Dans un autre domaine les intermittents du spectacle ont été amenés à réfléchir au sens de leur mission pour pouvoir rendre lisible des revendications portant modification de leur statut. Ainsi ils ont été amenés à formuler une mission s'étendant au-delà du simple spectacle vivant et permettant des retombées au sein de la population.

La notion d'éducation populaire doit aussi être interrogée au-delà de l'institution « école ». L'Éducation Populaire se définit à travers des impératifs de mixité, chacun pouvant être acteur de son propre parcours éducatif par une interaction permanente sur un thème qui émerge de manière aléatoire contextuelle. Elle se situe en dehors du champ de la filière de formation en particulier initiale, et donc les rapports avec les formations « classiques », que nous dirons filièrisées, seront abordés de manière récurrente. C'est d'ailleurs un enjeu majeur que de pouvoir offrir une capacité de formation tout au long de la vie y compris pour les seniors. Dans ce même cadre la notion de valorisation des talents et donc celle de bilan de compétence individuel est nécessaire (intégrant aussi une dimension locale) pour effectuer un vrai bilan de compétences. Enfin la notion de méthode propre à la diffusion des savoirs en particulier culturels sera abordée. Si la diffusion forcée des savoirs est inutile, à l'inverse, en l'absence d'incitation, cette diffusion ne peut aboutir. La création de liens privilégiés entre « déclarant et écoutant » est indispensable à cette diffusion qui apparaît aussi naturelle et à forte connotation de plaisir. Elle en favorise l'intensité et la durabilité, ce qui favorise encore la diffusion.



[1. *Contenus*

Les enseignements

Ni les enseignants ni les contenus « dispensés » ne semblent adaptés et ce dès l'école primaire (Rapport du Haut Conseil de l'éducation 2007). Tout est organisé autour d'un concept de filière initiale bâtie avant tout par les professionnels de l'enseignement pour d'autres mais pensés à leur image quand ce n'est pas directement pour eux-mêmes. Les contenus sont de surcroît basés sur des concepts anciens, peu adaptés à la problématique française et nantaise d'aujourd'hui. Le principal changement de celle-ci est une hétérogénéité nouvelle et massive tant culturelle que sociale. Cette hétérogénéité qu'on le veuille ou non est très différente qualitativement et quantitativement de celle créée par les mouvements migratoires intra-européens résultant des conflits armés ou des conditions économiques locales. Du coup vouloir donner dans le cadre d'une filière initiale unique dans une perspective de mixité sociale absolument respectable par ailleurs le socle commun permettant uniquement l'intégration et l'égalité de chances est très réducteur, surtout quand il néglige tout historique.

Le concept de filière « unique » apparaît de ce fait inadapté et tire tout le monde non pas vers le bas mais vers nulle part. Si « égalité des chances et école de la République » doit demeurer un principe vers lequel il faut tendre, il faut oser malgré tout considérer que l'école publique ne garantit plus la satisfaction à ce principe alors qu'en même temps apprentissage, diversité et excellence pâtissent de la dispersion des moyens. Au-delà de la question des moyens, c'est la dissociation de facto de « culture et éducation » qui est obtenue.

Les contenus dispensés sont souvent également inadaptés du fait du vieillissement de la population et de l'accroissement des connaissances: comment imaginer à 40 ans de distance ce qui sera pertinent pour l'épanouissement de l'individu? Comment choisir l'utile pour la société? Par ailleurs il n'y a que peu de continuité dans ces contenus ou d'interdépendances. En effet, il pourrait être utile de mettre en « cohérence » les matières dispensées. Comment donner envie d'étudier, par exemple les mathématiques, si ce n'est permettre un « apprentissage » via son utilisation par les techniques manuelles ou d'observation en physique ou chimie? Il en est peut-être de même pour la connaissance de la langue française: l'apprentissage d'une langue étrangère oblige à approfondir son savoir sur la langue maternelle. Ne faut-il pas mieux apprendre à apprendre, apprendre à avoir envie d'apprendre?



*150 000 jeunes par an
sortent sans qualification
et 80 000 d'entre eux
sans avoir acquis les
savoirs fondamentaux !*

L'impression que l'on retire de l'analyse de certains contenus est que devant le refus ou la peur de choisir on préfère une sorte d'empilement de données, valides aujourd'hui mais incertaines pour demain. Le contenu apparaît enfin souvent peu en rapport avec la réalité du monde du travail, même dans les filières professionnalisantes (y compris l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres l'IUFM !) de l'université. Une année ou plus de professionnalisation est perdue délibérément et irrémédiablement partout où un échec à un concours d'entrée ne donne pas d'équivalence ce qui est aussi en contradiction avec la notion de validation des acquis de l'expérience (VAE). Et on ne parle pas des filières sans issues de lettres ou de sciences sociales où l'anéantissement individuel se situe symétriquement à l'autre bout de la chaîne lors de l'obtention de diplômes ne donnant pas accès au marché du travail.

On peut donc s'interroger sur les limites des contenus et sur le choix même de ceux qui les décident surtout quand on sait que 150 000 jeunes par an sortent sans qualification et 80 000 d'entre eux sans avoir acquis les savoirs fondamentaux.

Pour des raisons évidentes de validité des diplômes sur tout le territoire, les programmes doivent bien sûr être définis nationalement. Les objectifs de l'enseignement doivent donc être définis clairement avant d'en préciser les contenus. C'est donc les missions qui doivent être précisées avant tout. Aujourd'hui il s'agit de donner un socle commun permettant l'intégration et la réduction de la violence. Est-ce bien la mission de l'école? Et demain? Mais deux entités nouvelles s'affrontent : la nécessité de reconnaissance des diplômes au niveau européen et la grande disparité des situations démographiques et économiques locales sur tout le territoire.

Comment imaginer un seul instant, sauf avec la candeur de l'innocence, que le modèle finlandais d'éducation puisse être directement transposable à Bellevue ou Malakoff ?

Pour tous ces points, compte tenu de la décentralisation et du transfert aux collectivités de nombreuses responsabilités dans ces domaines, la notion d'observatoire local objectif des pratiques et des contenus, comportant une dimension de veille prospective en particulier technologique et sociale pourrait avoir un rôle majeur. Des outils existent qui permettent d'avoir en temps réel des informations sur le monde entier sans attendre des rapports itératifs volumineux souvent pertinents mais jamais lus si on en juge par les résultats.

Malgré le réalisme économique ambiant il paraît difficile de faire l'impasse sur la nécessité d'assumer aujourd'hui les coûts indirects en particulier éducatifs induits par la politique d'immigration mise en place dans les années 60, politique qui comme souvent n'a envisagé que le très court terme et n'a pas un seul instant envisagé une intégration pour des travailleurs programmés



Une idée ne naît que par la fusion de connaissances issues d'autres et transmises.

pour être subalternes à vie et sous payés. Peut être faudrait-il envisager un découpage à la fois horizontal des filières chacune avançant à son rythme et vertical en fractionnant l'année en deux parts de 5 mois par exemple de façon à faire avancer de façon moins monolithique une classe d'âge. Cela implique des moyens nouveaux tant en ce qui concerne les personnels dédiés que les locaux.

La diffusion des enseignements

Nous sommes dans une civilisation des échanges et du dynamisme. Cette notion doit se retrouver dans les modalités de diffusion des contenus et pourrait être un fil directeur permettant de construire une logique des échanges y compris marchands et culturels. Cette logique pourrait aussi se retrouver au plan local dans une logique d'intégration rayonnante vers la périphérie en espérant un retour à partir de l'explication éducative et culturelle. Mais aujourd'hui c'est l'étudiant qui va et s'adapte à l'enseignement et non l'enseignement qui s'adapte aux nécessités du marché du travail. C'est encore l'étudiant qui fait les efforts pour aller vers l'enseignement et la culture et non l'inverse sauf dans le cadre des nouvelles technologies de l'information mais qui évoluent avec peu de contrôle des contenus.

Plusieurs mixités interfèrent à l'éducation nationale, riches, pauvres, hommes, femmes, mais seuls sont pris en compte les jeunes en filière initiale. Il y a nécessité d'un modèle global dissociant les filières ou les associant à de nouveaux métiers éducatifs. Il faut en particulier une réflexion approfondie pour identifier des savoirs fondamentaux constituant un socle très élargi par rapport au socle actuel (lequel comprend : lire, écrire, compter, anglais de communication internationale, nouvelles technologies) ceux-ci étant ensuite complétés par des apprentissages éventuellement successifs au cours de la vie. En particulier la précision du discours, l'originalité d'un raisonnement sont proportionnels à la richesse des acquis. Une idée ne naît que par la fusion de connaissances issues d'autres et transmises. Il ne faut donc pas baser tout un système éducatif sur un nivellement par le bas, désespéré, qu'on appellerait socle, en oubliant qu'un socle sans superstructure n'est que bien peu visible.

L'école est-elle bien dans sa mission en consacrant ses forces non à l'apprentissage, à l'éducation, à l'excellence, mais à l'intégration ?

Si la formation pratique est essentielle une réflexion importante concerne le coût du stagiaire en entreprise. En effet celui-ci n'est pas nul et de surcroît donne une valeur à l'étudiant qui pourra ensuite se valoriser à l'extérieur de l'entreprise qui aura investi sur lui. Il faut donc donner du sens au travail accompli, y compris éducatif, par les cadres à l'intérieur de l'entreprise.



Il faut parler de collaboration : chacun son métier, mais la compétence de l'un peut servir à l'autre et réciproquement.

Dans de nombreux domaines du fait du marché de l'emploi les équipes de production sont très instables et donc la structure devient volatile ce qui empêche toute progression interne par apprentissage. Du coup des déficits initiaux peuvent être pérennisés par exemple incapacité à lire un plan, y compris lors de stages pratiques ou de premier emploi.

Il faut donc là encore à travers un observatoire aborder la notion de veille technologique du marché de l'emploi à l'échelon du monde pour adapter les formations ou la recherche aux besoins en temps réel et remiser les plans quadriennaux de l'université, héritages du dogme de la planification alors qu'on vit dans un monde de l'adaptation permanente et des flux tendus. Il est aussi indispensable d'associer d'autres acteurs tels que les entreprises en les mobilisant plus fortement sur les contenus des enseignements et donc des filières, et en les sollicitant avant, pendant et après les formations. Ce n'est pas une question d'ingérence extérieure mais bien de collaboration dont il faut parler : chacun son métier, mais la compétence de l'un peut servir à l'autre et réciproquement.

Trop d'étudiants sont engagés dans des filières sans issue qui sont maintenues peut-être avant tout pour maintenir l'emploi des enseignants qui eux ne peuvent pas se reconvertir (la création d'un poste d'enseignant à l'université requiert 192 h d'enseignements annuel pour être créé). Dès lors qu'importe la qualité pourvu qu'il y ait la quantité. Ainsi pour étoffer des équipes à fins de recherche on va promouvoir des enseignants qui vont parler avant tout de ce qu'ils savent et qui est parfois éloigné des préoccupations de l'étudiant. Tout le monde y trouve son compte sauf les étudiants et la société. Si on ajoute le fait que la recherche Française n'est pas absolument performante en terme de propriété industrielle et de valorisation c'est d'un échec global de l'université dont il faut parler (cf rapport de l'Inspection Générale des Finances, INPI, BFB). Il est dès lors surréaliste que les présidents d'université veuillent augmenter les droits d'inscription sans assurer un débouché ou même tenter de le faire. On est un peu dans la même logique que l'augmentation du prix de l'essence : elle est plus chère mais pas meilleure. Il importe donc de refuser de telles augmentations. Autonomie des universités ne peut pas aboutir à une totale absence de contrôle tant sur le plan de la gestion que des performances, en particulier de la part des collectivités territoriales qui deviendront des financeurs, Ceci implique là encore que les collectivités se dotent d'outils d'analyse performants et indépendants.

Enfin les IUT sont les parents pauvres des universités alors que ce sont eux qui dispensent une formation la plus adaptée au marché du travail (cycle de 2-3 ans), le plus souvent d'excellente qualité et immédiatement opérationnelle.



La recherche est le croisement de la culture, de l'imagination, de l'enthousiasme et de la technique.

La culture technologique

Il existe une hiérarchie sociale historique des savoirs, qui diffère assez nettement en fonction des cultures. La rhétorique est traditionnellement en premier rang alors qu'il faut être compris plutôt qu'écrire juste (orthographe). Malgré tout il est d'autant plus facile d'être compris que le parler et l'écrit sont précis et riches, ce qui suppose qu'au-delà d'un socle commun, soit disponible un accès guidé vers une expérience littéraire classique. Il est clair aussi que d'élargir le champ des idées et de la connaissance, en particulier des philosophes, ne peut pas nuire à l'émergence de nouvelles idées.

Il existe aussi une hiérarchie des compétences. Si on n'est pas un spécialiste diplômé on ne peut ni enseigner ni recevoir le savoir. Le savoir technologique est nettement dévalorisé dans notre pays par rapport aux pays du nord et en particulier l'Allemagne où il y a un respect de la technologie, où l'apprentissage en est beaucoup plus important, ce qui se traduit par une promotion interne également importante (2/3 des responsables sont des gens sortis du rang). Éducation implique donc aussi la connaissance des technologies et au-delà la maîtrise de ces technologies. Dans notre région malgré une forte culture maritime et de construction navale peu se rapporte à la technologie maritime et Nantes ne se souvient que de son passé négrier oubliant son passé commerçant et constructeur. Saint-Nazaire ne se souvient que du romantisme des paquebots. Il faut donner au passé et au patrimoine pittoresque leur juste place mais pas plus.

Une association « Les Petits débrouillards » (LPD) est une Association nationale avec des antennes locales à destination des petits et à vocation de vulgarisation de la culture technique et scientifique. LPD agissent sur temps hors scolaire et viennent représenter une sorte de pendant associatif à une émission comme « C'est pas sorcier » qui est trop éphémère et peu relayée. Les jeunes vont dans certaines filières d'éducation non par choix mais par obligation (par exemple formations techniques) ce qui est aussi souvent vrai pour les enseignants les meilleurs étant affectés dans les zones les moins difficiles. Enseignés et enseignants sont alors des laissés pour compte du système éducatif ce qui met à l'abri de la performance et de l'enthousiasme.

La recherche est le croisement de la culture, de l'imagination, de l'enthousiasme et de la technique. Ces quatre aspects étant peu considérés il n'est pas étonnant qu'il n'y ait que peu de créativité. Longtemps les publications académiques ont été privilégiées par rapport à la notion de brevet et de propriété industrielle (dont le dépôt demeure une sorte de chemin de croix long et laborieux dans la fonction publique) mais qui autorisent au moins aujourd'hui des délocalisations « équilibrées » comme celles pratiquées par les USA.



Ce n'est pas important de délocaliser si la propriété industrielle et les retours sur investissements demeurent dans le pays d'origine qui peut ainsi réinvestir dans la R&D. C'est vrai au plan national mais aussi à l'échelon des régions.

Une autre conséquence de cette prime à la publication académique plutôt qu'à la valorisation industrielle accordée par les grands organismes de recherche est un fort soutien à la recherche fondamentale ce qui se traduit en aval par une absence de marge de négociation commerciale pour des pans entiers de notre vie de tous les jours : en santé par exemple l'innovation médicamenteuse française est quasiment nulle (cf conférence Agora, Assemblée Nationale, Paris 2005) et nous importons tout, de l'imagerie par résonance magnétique nucléaire jusqu'aux aiguilles pour intraveineuse. Comment dès lors maîtriser les dépenses de santé autrement qu'en limitant l'offre des praticiens et la consommation des patients. Mais est-on malade par plaisir ?

L'exemple des « Petits débrouillards » : A partir de la notion de démarche expérimentale il y a extension au plan national et international d'une culture scientifique au sens de l'éducation populaire. Répulsion vis-à-vis du mot sciences LPD se situe comme un outil complémentaire à la démarche scolaire. Issue d'une idée québécoise elle vise à l'épanouissement par les sciences et tend au renforcement des filières techniques. Les actions sont essentiellement à destination des enfants mais aussi des adultes et des institutions. La culture scientifique fait partie de la culture. Il s'agit par l'expérience de privilégier la culture plaisir. Par contre pas de démarche muséologique même si LPD anime des visites de musées. LPD sont issus des créateurs de la cité des sciences mais souhaitent une activité délocalisée au plus proche des quartiers et des enfants. Il s'agit bien d'une démarche citoyenne de compréhension. Par extension il y a appréhension au développement durable à la mondialisation et à la sauvegarde de la planète dans la perspective d'une prise de conscience. Au-delà des sciences dures initiales il y a à travers une démarche purement expérimentale une approche de la pensée complexe.

Les phares culturels

On trouve toujours l'argent pour le plaisir : comment rendre plaisir ce qui n'est qu'éducation et culture : par un enseignement minimum permettant l'accroche puis l'appréhension mais aussi une structure phare, emblématique, qui doit être comprise comme un initiateur de l'échange, une sorte de catalyseur permanent qui s'auto entretient par un effet « ressac ».

On a proposé la création d'un prix nantais récompensant une performance significative. Cela supposerait de l'adosser au prestige d'une ville.



Objectivement le seuil international de notoriété est-il bien franchi à Nantes ? Il conviendrait plutôt d'envisager un rayonnement culturel d'échelle réaliste c'est-à-dire, à notre sens, régional large. Le point d'ancrage pourrait être la construction d'un ensemble intégré culturel sur l'île de Nantes :

L'avantage serait en outre de créer de la vie au sein d'une cité qui risque de devenir quasiment dortoir : quelques restos ou des débits de boissons au cadre plus ou moins varié ne suffiront pas à abolir à eux seuls des friches industrielles abondantes et l'île de Nantes ne sera jamais Alcantara en s'appuyant sur la seule stratégie actuelle. Sans compter la toxicité induite...

L'enjeu serait en réalité de donner une visibilité et une vraie dimension régionale à Nantes par le biais de la culture et la création d'une émulation permanente, d'un rayonnement au sens strict et figuré, alors même que les grandes cités de la région ont, elles, engagé des politiques avec de réelles ambitions (Rennes, Angers, La Rochelle).

Cela :

- Permettrait des expositions internationales: Alors que le débat voire la polémique se développe quant à l'organisation de succursales du Louvre personne ne se pose la question de l'accès des français aux œuvres qu'ils ont financées. Pourquoi ne pas accueillir les arts permanents en région au lieu d'obliger à aller visiter les expos à Paris après 4 heures de queue sous la pluie ? La qualité de la visite au delà de la muséographie est un facteur de l'appréhension de l'œuvre.

- Donnerait la possibilité d'accueil de grands spectacles opéras ou autres, toujours au même endroit qui deviendrait ainsi emblématique et exemplaire par sa récurrence.

- Donnerait à la Cité des Congrès réellement une dimension internationale. La Cité, lieu de captation de connaissances pourrait être en lien avec ce qui deviendrait un ensemble culturel intégré impliquant aussi l'université de Nantes et l'EN. Ainsi un axe intégré université permanente/cité/ensemble culturel constituerait un centre culturel autour duquel des relais explicatifs des événements, des ateliers de formation et d'éveil liés à l'expo ou au spectacle constitueraient les branches de l'étoile en périphérie de la cité. Tout ceci aboutirait à un brassage des connaissances, mais aussi des moyens financiers, sans tabou entre le centre de la cité et ses quartiers et renforcerait par une telle structure symbolique les liens entre le centre d'étoile et la périphérie. Un autre effet induit serait de garder un contrôle sur les structures parallèles générées par l'accroissement du volume culturel.

La culture est par essence transversale par rapport à enseignement et éducation. Il est donc nécessaire d'établir une relation entre les différents acteurs, les différents secteurs.



La culture est par essence transversale par rapport à enseignement et éducation. Il est donc nécessaire d'établir une relation entre les différents acteurs, les différents secteurs.

On ne peut plus imaginer une politique culturelle qui serait basée sur quelques créateurs mais totalement dissociée du reste de la vie de la cité, en particulier de son système d'éducation. Comment la volonté affichée par un certain nombre de professionnels de la culture de se rapprocher de leurs publics peut-elle aboutir à une mobilisation plus globale autour du fait artistique ou culturel ? Comment créer partout de la réceptivité à la culture ? Qu'est-ce alors qu'une éducation minimum et qui se charge de la dispenser ? Comment populariser et appliquer la notion de savoirs transversaux à la culture surtout quand on ne parle plus d'élévation de pensée mais de socle de connaissances.

Le point de départ n'est pas facile en particulier géographique ou topographique. Les Centres commerciaux sont devenus les nouvelles cathédrales. Les manques spirituels sont comblés par des attitudes consuméristes de plus fréquemment grégaires. Il faut donc s'adresser au public comme il est devenu, s'adresser à la masse et ensuite faire de la qualité au sein de la masse. Cela suggère des actions délocalisées à diminution d'échelle progressive mais faisant partie d'un plan pré programmé sans lequel seule la partie « massique » verrait le jour. Un bon exemple est représenté par les Escales à Saint-Nazaire, offrant une relative mixité des publics et des spectacles.

Il faut en fait faire avancer enseignement et culture dans toutes leurs dimensions simultanément en rendant interdépendantes les différentes actions afin qu'elles s'auto stimulent.

Il ne serait pas inutile de relire le document sur la culture de l'Institut Kervégan et à travers cette lecture d'espoirs et d'exigence formulée naguère réinscrire une politique pratique de la culture intégrée dans un projet pour Nantes. Le Château rénové est l'occasion aussi d'une rénovation muséographique mais il ne doit pas devenir une sorte de lieu unique bis version patrimoniale. (Il est à ce propos étonnant que la municipalité de gauche s'attache tant à valoriser les friches féodales et capitalistes de son territoire sans la moindre démarche expliquant ce qu'est la féodalité ou la vie des 3 huit en atelier). L'éléphant au train sénatorial et l'Estuaire englouti vont aboutir à des critiques justifiées qui devront être l'occasion de mettre en chantier une véritable politique culturelle positionnant réellement Nantes parmi les grandes cités européennes, regardant vers l'avenir, sans lui faire prendre des risques financiers ou d'image. On a une politique des transports qui a joué positivement pour ce qui concerne les transits et les échanges. Mais Nantes, qui ne tire plus avantage de ces transits, n'est pas une métropole industrielle ou agricole et se cherche donc une image. Il n'y a pas de pôle artistique et culturel reconnu et visible dans l'ouest. Pourquoi pas à Nantes ? Une organisation de la ville qui repose sur



*Il n'y a pas de pôle
artistique et culturel
reconnu et visible dans
l'ouest.
Pourquoi pas à Nantes ?*

la notion de réseaux et d'habitudes ne pourrait-elle être repensée en fonction d'une telle politique culturelle qui du coup deviendrait un moteur d'urbanisme ayant pour objectif à la fois d'élever les plus nécessiteux et de donner un projet structurant sur le moyen terme pour Nantes ?

Seconde chance

Bien entendu tout ce qui est écrit ci-dessus n'a de sens que dans la perspective d'un accès pour tous et d'une certaine manière tout le temps. En France une douzaine d'écoles de la 2ème chance existent mais aucune en Pays de Loire alors qu'elles ont un taux de réussite de 64%. Rien ne fédère la seconde chance mais des structures existent : Léo Lagrange, CNAM, DAE, la formation continue de l'université, etc. Cependant le contenu de ces formations ouvertes n'est pas constamment reconnu et valorisable par l'obtention d'un diplôme. Les dispositifs étant non fédérés il n'y a pas de portail unique alors même qu'il est quasi impossible lors d'un accident de la vie de rebondir seul. Compte tenu de la complexité du monde social il apparaît désormais des associations intermédiaires qui ont pour but d'aider des jeunes ou des moins jeunes qui ne savent pas où aller ou comment ré-entrer. D'ailleurs dans le RMI il y a aussi contrat pour une insertion mais les RMIstes n'ont rien s'ils ont moins de 25 ans. Les assistantes sociales sont concernées mais le temps d'accès à un logement ou à une amélioration des conditions de vie est très long, le système est très peu réactif, alors que la chute, elle, est très rapide.

Il faut repenser les modes de connaissance et d'apprentissage pour non plus avoir une doctrine de la seconde chance, alors même quelle est très sous développée, mais de la nouvelle chance permanente. Ceci implique une généralisation de la notion de bilans de compétences hors situation de crise. Cela implique aussi une redéfinition des rôles de l'Education nationale (EN), qui ne serait plus une structure organisée en filière mais dédiée à égalité aux individus hors filières (qui sont en fait majoritaires). Cela suppose aussi des décisions politiques locales fortes.

De surcroît la notion de filière vue par l'EN ou l'enseignement supérieur part du principe d'une égalité de chances et de moyens alors que c'est à l'évidence une blague tant en ce qui concerne les moyens financiers que les moyens intellectuels ou physiques. Du coup il y a cumul de handicaps pour les plus fragiles et impossibilité de rebondir par l'absence d'offre d'une seconde chance lorsque le besoin s'en fait sentir parfois tard pour certains jeunes.



La consommation du temps de jeunesse (sans parler du coût pour les parents) est considérée comme sans importance (par ex deux ans à préparer un concours sans rien pouvoir valoriser derrière en cas d'échec) alors que le temps de vie active est compris entre l'âge de 25 et 45 ans, âge auquel on devient senior et où la valeur sur le marché du travail diminue.

Comment financer les reclassements et les secondes chances: peut être en redéfinissant les méthodes et missions de l'EN de l'Enseignement Supérieur (ES) et de l'ANPE ?

Certains besoins en enseignements sont non pourvus lorsqu'ils sont très étroits et donc obligent à des déplacements qui apparaissent obligatoires lorsque la volonté est forte d'aller vers une nouvelle satisfaction. Mais à l'inverse pourquoi l'Université ou l'EN ne jouent pas le rôle des associations lorsque le besoin de formation tout au long de la vie est générique en particulier pour des individus ayant quitté un temps la filière (par ex langues, commerce, juridique). Cf Rapport C Thelot.

< Fin de la première partie >



Opus 2 : Les acteurs

Dans une première partie nous avons évoqué la définition des contenus dans une perspective intégrée de politique d'éducation et de culture locale et régionale. Dans ce second volet, nous avons listé les acteurs qui pourraient, qui devraient participer à la mise en œuvre d'une telle politique.

La diversité des acteurs est une force mobilisatrice importante dont la gestion souple et éclairée pourrait constituer une réponse aux défis posés par le monde nouveau qui s'ouvre devant nous. Le monde ancien considérait que la communication et la spéculation valaient mieux et plus cher que la production et le travail. La réalité est têtue. Le monde ne veut pas se départir de l'enchaînement culture, éducation, innovation, production, commercialisation, avec en toile de fond, le développement durable et équitable qui conditionne et encadre le commerce.

C'est assez dire la responsabilité vis-à-vis de l'avenir de notre société incombant aux acteurs intervenant dans la chaîne complexe qui anime l'éducation et la culture.

Opus 2 : Les acteurs

> L'élus	17
> Université, Université permanente et Formation Continue	24
> Les enseignants	28
> Associations : cohésion et liens	30
> Acteurs de l'emploi	37
> Médias	38

[L'élus

Le rôle de l'élus d'une ville de petite ou moyenne importance est vis-à-vis d'éducation et culture de grande noblesse et fondamental. Mais son corollaire est qu'il est ingrat.

L'élus a en fait toute latitude pour faire ou ne pas faire. La tâche minimale requise est la fourniture et l'entretien des locaux éducatifs. La pression de l'électeur existe mais elle est différée dans le temps et elle ne s'exerce que tous les 5 ans, alors que les effets ne sont visibles que sur une plus longue échelle de temps. Restent la volonté et l'engagement personnel pour le développement d'une politique culturelle. C'est l'investissement de l'élus qui va donc être déterminant. L'enracinement dans le lieu, l'appropriation de son histoire, la curiosité, le recul vont permettre l'affichage de la dimension culturelle. Les projets culturels ne peuvent ainsi être dissociés de l'urbanisme qui lui-même doit être une continuité historique harmonieuse. Ensuite tout est affaire de rencontres qui font émerger les projets ; de convergences d'idées novatrices qui vont emporter les obstacles liés à la compétition avec d'autres priorités... Mais les rencontres peuvent aussi être suscitées.



Les impacts de l'éducation et de la culture sont pour une cité, déterminants.

En matière d'éducation l'élu est exclu et d'ailleurs s'exclut de la décision ou du conseil, en ce qui concerne les contenus qui demeurent jusqu'à présent de la responsabilité des enseignants. Cependant, demain, il est probable qu'il y aura comme pour les universités, obligation d'accompagnement puisqu'il y aura participation aux financements et donc obligation de rendre des comptes. Cela s'accompagnera de nouvelles responsabilités immédiates mais aux effets différés puisque le propre d'éducation et culture est d'être un investissement à long terme. C'est la volonté personnelle de l'élu, sa capacité d'écoute et de conviction qui lui permettront d'offrir de nouveaux moyens y compris pédagogiques, de proposer même des projets et de voir ces innovations acceptées sans que le sentiment d'ingérence ne s'installe.

Ce qui est surtout extraordinaire c'est que si toute sorte de normes existent pour la forme des poubelles ou des réverbères, les activités de l'élu restent, elles, absolument « individu-dépendante », en matière d'enseignement et de culture alors que leurs impacts à long terme pour une cité sont déterminants. Ce décalage entre les temps télescope encore la notion d'histoire qui trouve pour une ville des racines lointaines mais doit se projeter bien au-delà de la durée des mandats.

Le territoire de l'élu est aussi limité géographiquement. Il constitue un contenant, un cadre, un décor qui peut lui-même être élément de promotion de culture, de stimulation des sens, de déclencheur d'imaginaires. La ville peut donner le goût en immergeant presque inconsciemment l'habitant.

Tous les pouvoirs locaux sont bien convaincus qu'en matière culturelle il faut bien faire quelque chose, mais quoi ? Comment ? Chacun sent bien qu'il ne peut y avoir une même politique culturelle pour toutes les villes ou les régions, ne serait-ce que parce que les acquis culturels des uns et des autres peuvent être très différents.

Joël BATTEUX, Maire de Saint Nazaire, présentait en 2000 ses réflexions et l'action conduite par la ville de Saint-Nazaire, pour dégager quelques approches communes du problème et des réponses :

« Saint-Nazaire n'a pas de patrimoine culturel en propre. Ville nouvelle, créée au milieu du XIX^{ème} siècle, elle s'est constituée par l'agglomération de populations venues des régions ouest et atlantique de la France. L'absence de traditions et de pratiques culturelles préétablies a permis l'émergence de ce que certains ont dénommé « culture ouvrière ». Le statut et la condition sociale des ouvriers des grandes industries étaient à l'évidence un trait commun que ces salariés ont conçu et développé comme argument d'identité.



Elle ouvre et personne ne ferme ; telle est la devise de Saint-Nazaire. Cette devise tient à la position géographique-clé à l'entrée de l'estuaire de la Loire, et tend aujourd'hui à s'étendre au domaine culturel à travers trois réflexions :

La Culture

C'est l'ensemble des expériences et des apprentissages qui établissent le niveau de perception de son environnement par chacun et sa capacité à le faire évoluer.

La République démocratique

C'est la forme idéalisée du processus d'organisation sociale qui tend à faire de chaque individu un citoyen conscient, capable d'apprécier l'état de la société et d'être acteur de son évolution.

De ces points de vue sur la culture et la République, on déduit l'importance de leur lien dialectique et le devoir des élus d'agir pour l'enrichissement culturel des citoyens. Mais le passage à l'action, pour les élus, se complique singulièrement quand il s'agit d'imaginer le processus démocratique de décision en cette matière.

Poésie, esthétique : Trois axes de développement

1- Le développement des apprentissages est d'abord une affaire de moyens humains et financiers à mettre en œuvre. A Saint-Nazaire, la municipalité exige tout de même que les écoles d'art présentent régulièrement leurs travaux à la population pour « justifier » l'emploi des deniers publics et surtout pour donner à chacun l'occasion d'une représentation aux yeux de tous.

2- En France, l'accès au patrimoine culturel est facilité par une forte politique du Ministère de la Culture qui organise et soutient la diffusion des œuvres.

3- Reste la partie la plus ingrate à tous égards : le soutien à la création contemporaine et l'intégration dans la cité des artistes et des œuvres. C'est sur ce point que je voudrais insister.

Comment orienter démocratiquement le choix des artistes et la commande de véritables créations que, par définition, on ne connaît pas ? Qui dit l'art ? Est-ce l'œuvre, l'artiste, la critique, le marché ou la commande publique ?

Selon MATA, « **L'art, c'est une extrême conscience des choses et s'il n'y a pas cette extrême conscience des choses, il n'y a pas Art...** ».

Cette pensée permet d'espérer une synthèse entre l'extrême conscience des choses, le meilleur degré possible de conscience des citoyens et la mission des élus du peuple, médiateurs obligés entre artistes et citoyens.

**Les élus du peuple
sont les médiateurs
obligés, entre artistes
et citoyens**



**La ville est une scène
où les oeuvres d'art
prennent la place
des décors**

La politique, acceptant cette mission ne deviendrait-elle pas un art, non plus au sens d'artifice mais au sens de création révélatrice d'une certaine

La ville

Au cours des dernières décennies, les spécialistes, géographes, sociologues, philosophes, entre autres, ont avoué leur difficulté à cerner et à démonter le phénomène urbain.

Pour certains, la ville n'était plus qu'un péri-phénomène du développement économique, jusqu'à considérer comme inéluctable le démantèlement des villes, et le transfert en périphérie des commerces, des universités et même de certains équipements culturels centraux, sans parler des... « technopoles ». Apparente rupture historique avec les temps passés où les villes, les centres-villes étaient les vitrines des grandes civilisations, Rome, Athènes, Pékin, Alexandrie...

Il est temps de reconsidérer les fonctions essentielles des villes avec au premier rang celle de lieu d'échanges, forum, agora en considérant qu'il n'y a d'échanges qu'entre des individus, des cultures, des fonctions, qu'après qu'ils aient été présentés ou représentés. Les institutions ne s'y sont pas trompées qui ont bâti des édifices «représentatifs» symboliques des religions, de l'Etat, des armées, de la justice et de ce que l'on nomme les « corps constitués » quand les particuliers, eux, cherchent « leur pignon sur rue ». Et quand il est question des exclus de la ville, ne s'agit-il pas de ceux qui sont exclus de toute représentation politique, culturelle, religieuse ou même symbolique, de ceux qui ne sont pas reconnus. Les ensembles et les individus « exclus » s'isolent dans des représentations virtuelles, la télé ou les « raves », l'alcool ou la drogue, ils se manifestent violemment, par des attitudes ou des actes excessifs pour retenir l'attention des autres, ce qui est le cas de jeunes et des minorités ignorées.

La ville doit penser à sa propre représentation, son « socio-style », comme dit le marketing et elle devient une scène, en quelque sorte, où les citoyens sont tour à tour scénaristes, acteurs, spectateurs du spectacle qu'ils offrent. Sur cette scène, les œuvres d'art prennent la place des décors. A commencer par les œuvres architecturales. Les villes nous projettent leurs décors, images évocatrices du passé, images du présent ou même images « futuristes », la pyramide du Louvre, le musée Guggenheim, la tour de la banque de Chine à Hong Kong, etc.

Mais les villes nous projettent aussi leurs grands événements culturels. Le 1er janvier 2000 a provoqué des surenchères inouïes de « représentations » de toutes natures.



Les festivals fleurissent dans le monde entier. Ils sont d'abord destinés à attirer les regards extérieurs et à confondre pour un moment la notoriété de la ville et celle de ces représentations.

Mais la nature des œuvres ou des événements présentés relève du hasard et de la nécessité mais c'est la part nécessaire qui concerne l'élu. Il peut choisir d'évoquer la représentation légendaire de la cité, de révéler des pans de son histoire, éventuellement douloureux, par des réalisations ponctuelles disjointes ou juxtaposées, mais de grandes manifestations populaires peuvent également contribuer à la « représentation » de la ville en associant les autres acteurs des échanges.

Mais au-delà de la création il y a aussi la ville comme scène offerte aux citoyens pour l'exposition du patrimoine culturel classique, musical, pictural ou littéraire. MONTAIGNE disait «le monde n'est que pour faire un livre» citation qui figurait à l'entrée du pavillon de la France à l'Exposition Universelle de Seville. Les artistes et les responsables politiques ont, entre autre, cette même vocation de narrer, qui le passé, qui l'avenir ou les deux. Ils ont besoin les uns des autres, encore faut-il qu'ils en aient tous conscience.»

Politique culturelle à Nantes

L'objectif doit être double et ambitieux : à la fois élever les gens nécessiteux mais aussi donner un projet y compris urbanistique à travers la dimension culturelle, affirmant la dimension régionale de Nantes. La volonté d'avoir une politique culturelle est clairement revendiquée.

Les mots clefs de cette politique sont patrimoine et création d'évènements. La stratégie est inspirée largement de celle de la gauche des années Mitterrand. Mais le monde a changé. Accessoirement, des événements non artistiques sont promus au rang de culture. Le carnaval devient un art mais ce n'est vrai qu'au plan local... La portée de l'évènement doit donner visibilité à la ville alors que normalement l'élévation du niveau culturel devrait aboutir à plus de créativité et de valeur ajoutée pour les habitants de la ville. La référence au patrimoine doit lier les « non-nantais-de-souche » à la ville, et les projeter dans l'avenir, la notion festive doit aider les jeunes à créer du lien social.

Une autre lecture est cependant possible : dans un cadre budgétaire compétitif, la référence au patrimoine privilégie le passé parfois discutable et elle est souvent disjointe des réalités (« nos ancêtres les gaulois »). La notion d'évènement si elle est bien circonscrite, si elle est facilement médiatisable est en revanche, ne reposant pas sur une structure de référence pérenne, une succession d'instantanés éphémères séparés les uns des autres et n'offrant que peu de capacité d'apprentissage et de valorisation.



l'élévation du niveau culturel devrait aboutir à plus de créativité et de valeur ajoutée pour les habitants de la ville

La construction du Zénith optimise d'une certaine manière cette stratégie de l'événementiel. Les grandes métropoles européennes comparables par leur histoire ou leur situation géographique (Hambourg, Bilbao, Brême, Liverpool), voire les autres cités de la grande région, sans parler des capitales, ont fait un autre choix, celui d'implanter un phare culturel qui rayonne, attire et provoque l'émulation, éventuellement underground comme à Berlin. C'est aussi historiquement le modèle retenu par les églises de toutes les grandes confessions avec un succès qui dépasse 2000 ans pour certaines.

Il nous semble nécessaire de doter Nantes, compte tenu de sa taille, d'une structure pérenne de visibilité grand ouest, qui dans un premier temps permettrait l'accueil de grandes expositions et de grands spectacles, dont la dimension devrait être évaluée par une étude de marché pertinente. Ainsi un relai avec les structures universitaires et associatives pourrait être établi, créant les conditions d'une émulation, d'une circulation des idées entre la périphérie de Nantes et son centre. Une telle structure, idéalement, devrait être située sur l'île de Nantes, la dotant d'une réelle dimension culturelle et intellectuelle vitale.

Valorisation des ressources savoirs

La cité, quand elle a mis en place des projets ambitieux structurels, en a fait des succès. Par exemple la Cité des Congrès, qui malgré tout pourrait voir son utilisation encore plus valorisée. Un tel outil constitue une véritable caisse de résonance susceptible d'interface, d'interaction avec d'autres projets. S'il est impossible d'imaginer une démocratie sans culture, c'est aussi une nécessité d'efficacité que de partager les mêmes savoirs. On doit se placer davantage dans une logique de partage que dans une logique exclusive de consommation et d'offre. Avec qui partager la connaissance en fonction du type de connaissance ? Comment se fait la réception des savoirs extérieurs, leur répartition et la mise à disposition ? C'est sûrement le plus difficile mais aussi le levier qui apportera le plus de plus-value. Comment diffuser est aussi objet de recherche et donc de diffusion et de valorisation. Comment construire un individu tout au long de sa vie et comment permettre son accession rémanente et permanente à l'information en particulier innovante ? Un centre de congrès est un lieu de diffusion et de constitution des savoirs et de réception des savoirs (Forums). Le Centre des Congrès de Nantes est un outil remarquable, quasi unique dans la région au moment de sa construction (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui), mais ce qu'on ne sait pas faire, c'est enregistrer ce savoir et le rendre disponible en ligne ou même en différé. La diffusion des savoirs qui se sont constitués n'ont pas servi aux locaux alors que la Cité des

implanter un phare culturel qui rayonne, attire et provoque l'émulation



A côté des autoroutes de l'information, on pourrait introduire la notion de départementales de l'information

congrès a vu défiler nombre d'évènements. On donne donc une image en retour économique mais aucune plus value intellectuelle. Certaines manifestations depuis quelques temps s'accompagnent de plateformes participatives en amont et en aval de la rencontre. Cela pourrait se généraliser mais ce ne serait pas suffisant. Il faudrait un accompagnement du congrès dans sa suite. Le débat n'est pas clos à la fin du Congrès. On pourrait imaginer d'ailleurs des liens organiques avec la structure de veille culturelle et technologique suggérée ci-dessus. Mais il y a des contraintes techniques. Les moyens classiques sont inopérants car chronophages. Il importerait de mettre en place les technologies qui sont susceptibles de servir cette préoccupation. A côté des autoroutes de l'information, on pourrait introduire la notion de départementales de l'information. Un véritable gisement de recherche existe là ! Ces savoirs pourraient ensuite être rendus disponibles par exemple sur internet mais aussi en faire une somme, une analyse. Faire une bibliothèque et en remplir les rayons. Un tel travail d'analyse devrait être en résonance avec l'université. Ce serait une sorte de démarche journalistique intégrée mais professionnalisée et permettant une amplification. On pourrait aussi imaginer à travers les associations organisatrices de congrès, de créer des liens de site organisateur à un autre. Il y aurait aussi simplification des démarches d'organisation et création de liens potentiellement valorisables ultérieurement.

Pour aller plus loin les centres de congrès et les universités travaillant conjointement doivent s'assurer du type de produit à mettre en place, éventuellement l'adapter à chaque type d'évènement et s'assurer de ses modalités de fabrication, puis évaluer sa faisabilité par rapport au modèle de construction de congrès.

Ensuite il resterait à entrer en relation avec les organisateurs des congrès et constituer une charte définissant les intérêts respectifs des organisateurs et des hôtes. Il pourrait être imaginé un portail avec des retours vers la périphérie constituant une sorte de **Bibliothèque Universitaire délocalisée** qui constituerait un nouveau métier mais qui assurerait un rayonnement de l'évènementiel vers l'extérieur du congrès à destination du territoire.

On peut aussi se poser cette question : comment identifier le besoin de connaissance à partir de l'évènementiel ? Puisqu'on organise un congrès, c'est qu'on a besoin de diffuser et de construire des choses. Là, on n'est pas loin de l'espionnage. Il s'agit de dégager de l'information pertinente à partir de forums qui sont des fabricants d'infos. Les autres grandes cités organisatrices de congrès le font, pas nous.



[*Université, Université permanente et FC*

Université

L'ensemble du système éducatif français est organisé autour d'un enseignement filière. L'université est un segment de cette règle. Cependant de très nombreuses compétences s'acquièrent hors des filières de formation, à commencer par les acquis culturels et l'expérience au travail. Il est très étonnant de constater à quel point la notion de culture générale est absente des cursus qui apparaissent avant tout techniques. Dans certains secteurs, sciences dures, santé, il n'y a aucune ouverture sur l'art, l'histoire de la pensée, sur la philosophie, sur les grandes religions... comme si la formation était complètement découplée de la société civile en une sorte d'entité séparée et abstraite, à force d'être technicienne et perdue dans le détail. Du coup, les acquis hors filière deviennent vite majoritaires par rapport à la formation commune de base, quand s'y ajoutent l'inadaptation des enseignements (désuets ou au contraire putatifs) ou la sortie prématurée d'une filière donnée d'un jeune ou d'un moins jeune. Comment imaginer mondialisation ou même Europe, sans langues, en particulier l'anglais, et sans contextualisation au sein de ce qui reste la première structure de formation des cadres?

La notion de valorisation des acquis de l'expérience (VAE), si elle apparaît dans les lois et s'obtient par une démonstration de compétences lors d'une soutenance devant un jury, demeure cependant hors norme. La VAP (validation des acquis professionnels) permet de court-circuiter les examens d'entrée à l'université. Les dossiers sont soumis à une commission spécialisée mais l'accession à la VAP est fermée en 3^{ème} cycle, ce qui exclut l'accession aux carrières de l'université. L'université apparaît ostracique dans l'emploi de ses enseignants y compris de ses propres enseignants à la retraite (ex prof émérite), et ceci abouti donc à la perte d'un capital gratuit et bénévole. L'université fait montre d'une ouverture modeste sur les compétences extérieures et se sent volontiers fragilisée par les passerelles, s'arc-boutant souvent sur un certain corporatisme: Si l'enseignant compétent n'est pas «prof» est-ce important pour l'élève? Le protectionnisme rend ainsi difficile de pouvoir progresser au sein de l'institution lorsqu'on est sorti de la filière qui va de la maternelle au doctorat. Le problème de la seconde chance se pose dans l'enseignement supérieur et en fait, dès les concours d'entrée.



La formation est complètement découplée de la société civile en une sorte d'entité séparée et abstraite

Ceux-ci sont d'ailleurs discutables tant sur le fond :

- A quoi servent-ils vraiment ? Les Nobels du monde entier sont-ils bien issus de nos concours ?
- Le numéris clausus a-t-il un sens alors que des professionnels formés dans la CEE mais sans le concours d'entrée peuvent venir travailler en France ?
- Si notre formation est si bonne pourquoi ne pas l'exporter ? Pourquoi ne pas louer la technicité de nos jeunes au reste du monde ?

...que sur la forme :

- La forme est discutable (conditions d'examen excessivement dures, QCM faisant appel à des formes d'intelligence pas forcément les plus pertinentes, souvent humiliantes, créant du ressentiment intergénérationnel, épuisant psychiquement pour plusieurs années les jeunes reçus autant que les collés, relation du fort au faible alors que le jeune est le fort de demain, qualité des contenus ou des évaluateurs jamais évaluée). L'absence totale de valorisation des acquis en cas d'échec fait que le besoin d'une seconde chance commence le lendemain du concours pour de nombreux jeunes, du simple fait de la structure mise en place par les adultes. La réforme des études en santé apportera peut-être un début de réponse dans ce secteur. Se surajoutent à ces dispositifs les écoles doctorales qui gèrent le troisième cycle et les masters, mais s'invitent dans de nombreuses autres structures. Ces écoles doctorales statuent en plus des autres structures et sont en fait des outils protectionnistes et de captation financière pour les grands instituts de recherche (ex CNRS et autres) qui recrutent là une main-d'œuvre bon marché, obligée, sans lui reconnaître ni droits ni avenir. Elles constituent de véritables états dans l'état, mais hors de tout contrôle et de toute évaluation réelle. Ajoutant une pesanteur supplémentaire sans aucune valeur ajoutée leur suppression pure et simple n'aurait guère d'impact si ce n'est une transparence accrue.

Université Permanente (UP)

Plus de 300 cours y sont dispensés mais leur durée peut ne pas excéder 24 à 36 heures. Les formations diplômantes n'y existent pas en tant que telles mais elles restent possibles à titre exceptionnel (par exemple la formation d'animateur). De telles formations diplômantes sont aussi possibles en langues car il existe une prise en charge de la formation par l'entreprise, qui est alors normalement évaluée et sanctionnée. Malgré tout l'UP a été désaisie de la plupart de ses formations diplômantes. Dans ces conditions on peut se poser la question de savoir si on peut-être autodidacte en sciences sociales par exemple ?



S'il est difficile d'être autodidacte, comment peut-on faire pour acquérir de nouvelles compétences si elles ne sont pas offertes ou sanctionnées par un examen? Une conséquence est le développement de formations parallèles tendant à se répandre sans aucun contrôle qualité, un peu partout, mais légitimes puisque répondant à un besoin non couvert par la filière.

L'UP doit se diversifier pour se développer et se développer pour se diversifier. L'UP fonctionne à 50% de ses capacités tant en terme de structure que d'offre et de conquête du marché. De plus, l'administration de l'UP est compromise par l'autorité de tutelle qui trouve là une sorte de voie de garage pour ceux qu'elle estime les moins adaptés à ses besoins immédiats. L'UP pourrait être indépendante au moins partiellement dans ses choix économiques et stratégiques puisque elle a des problèmes et des missions spécifiques qui n'ont que peu à voir avec le reste de l'Université (comme les collèges et les lycées qui ne sont pas soumis à la loi universitaire).

L'UP enfin a un rôle social majeur dans le maintien d'une formation à destination des seniors.

Formation Continue (FC)

CNAM et FC associées, sont à Nantes le plus gros ensemble de France. En termes de personnes inscrites, ils regroupent de 30 à 35 000 personnes pour un budget de 7 M d'euros dont 30% en ressources propres. La marge de progression demeure énorme, alors qu'elle est aujourd'hui d'environ 10% par an. En effet la notion d'éducation n'est pas encore intégrée dans le monde du travail qui a besoin de techniciens dans le court terme, ayant des conduites d'autonomie, mais pas sur le long et moyen terme.

Éducation et culture doivent être repensées en intégrant les situations d'éducation au sens large tant au niveau famille qu'au niveau structurel. Le point important est la notion de filière. Hors de la filière point de salut a-t-on longtemps pensé, en référence au dogme ancestral de la pensée unique. 44% des start-up américaines sont issues de l'immigration et de facto, issues de gens qui n'ont pas parcouru la filière traditionnelle, et ne sont donc pas souvent titulaires des diplômes de la formation classique. Enfin le décalage est fréquent entre propositions et besoins des populations concernées. La notion de mélange social est idéaliste mais incompatible avec la réduction des moyens (financiers, humains, méthodologiques). L'école n'est plus satisfaisante et ne permet pas de répondre, à la fois aux besoins d'excellence et à ceux d'homogénéité ou d'égalité de la nation. La réduction des postes empêche d'affecter plus de moyens à ceux qui en ont le plus besoin. Il existe des disparités importantes dans les performances du système éducatif en fonction des zones géographiques qui entretiennent évidemment le chômage

*Hors de la filière
point de salut*



L'école est souvent dépassée par des problèmes qui ne la concernent pas directement

chronique de ces quartiers au-delà des autres problèmes bien réels auxquels les populations sont confrontées. N'oublions pas que 80% des élèves issus de l'immigration suivent leurs études dans 10% des collèges français. Malgré tout si il y a un besoin d'extériorisation dans les quartiers, il y a aussi besoin de transferts de savoirs en provenance des structures centrales, par exemple, décentralisation des activités de l'université permanente, tant pour ce qui concerne les formations susceptibles de valorisation que pour l'expression et l'interprétation des faits culturels. La structure centrale, le maître, sont détenteurs du pouvoir de savoir.

La diversité de l'offre est essentielle. Il y a un paradoxe à dire que les PME sont le socle de l'économie et en même temps privilégier les enseignements à effectifs massifs. Si tout le monde pense pareil et est issu du même moule, il est peu probable que l'originalité puisse être à l'origine des progrès. Par ailleurs l'Université n'a pas les moyens de se saisir de nombreux champs couverts par les grosses associations, dans le cadre par exemple de l'éducation populaire. Associations et entreprises pourraient dans un nouveau contexte être des relais en périphérie d'une étoile, dont le centre serait un ensemble éducatif et culturel. Formation commune, réalisme et diversité seraient ainsi associées.

Ces relais en périphérie pourraient être des structures simplement labellisées, obéissant à un cahier des charges strict, partenaires d'une structure de tutelle. Nous renvoyons sur ce point à l'Unesco rapport mondial sur éducation pour tous (EPT) www.droits-fondamentaux.org

D'une manière générale l'école remplit incomplètement et imparfaitement ses missions traditionnelles, pour des raisons diverses, mais elle ne peut s'approprier non plus les missions nouvelles entrant dans le cadre général de l'éducation, tout en se trouvant dépassée par des problèmes ne la concernant pas directement, comme la violence ou le mal vivre des jeunes.

(Cf Rapport C Thelot.) Aucun candidat à la présidentielle de 2007 n'a abordé le problème de l'éducation, mais on observe depuis, un minimum de quatre grèves par an dans ce secteur. La solution ne serait-elle pas de dissocier administrativement ce qui est du ressort de la formation initiale et des formations successives ?

Il nous semble qu'il faille repenser le schéma organisationnel des structures d'enseignement, non plus sous une forme pyramidale mais chronologique, successive, additive. La sortie temporaire d'une filière doit être admise et facilitée, de même que la ré-entrée.

On voit l'intérêt qu'il y aurait à effectuer sur tous ces points une étude de faisabilité afin d'avoir des décisions argumentées.

La sortie temporaire d'une filière doit être admise et facilitée, de même que la ré-entrée



[Enseignants

Les projections vers l'avenir doivent nécessairement se faire à partir des enseignants et des anciens vers les enseignés et les jeunes

Il faut mettre en place une recherche permettant d'identifier des valeurs dormantes à valoriser avec les moyens adaptés. Les compétences des enseignants doivent évoluer car la multiplicité de situations auxquelles ceux-ci sont confrontés et ce, dès l'école primaire, est souvent difficile à appréhender alors que la formation à ces situations est inexistante (cf rapport Ecole primaire du Haut Conseil à l'éducation 2007). Des concepts nouveaux hors filières classiques devraient être rendus plus attractifs surtout par une implication réelle des médias locaux et une exploitation optimale des TIC. Il y a certes des embryons de réalisations mais pas d'experts susceptibles de mettre en place des programmes ambitieux dans leur conception et leur ampleur. C'est une stratégie de long terme.

Parmi les savoirs génériques il convient de faire leur place aux droits de l'homme et du citoyen : Ces savoirs permettent en effet un mieux vivre ensemble et donc d'une certaine manière une valorisation des efforts éducatifs et culturels. Les projections vers l'avenir doivent nécessairement se faire à partir des enseignants et des anciens vers les enseignés et les jeunes. Les professionnels doivent aider à atteindre l'état de plaisir éducatif et culturel chez l'enseigné alors même que les passerelles entre praticiens et enseignants sont inadéquates ou inexistantes sauf exceptions. Il faudra donc identifier des personnalités à la fois stimulantes et enseignantes et les financer sur cette capacité de transmission afin de faire irradier de la connaissance ou d'aider au développement de l'individu (coaching).

La notion d'enseignant gagnera à être comprise dans un sens plus large : Tous ceux qui ont un savoir susceptible d'être transmis avec profit à un tiers. Cela doit englober par conséquent les professionnels, spécialistes d'un domaine donné, qui doivent donc avoir intérêt à transmettre leur savoir. Cette fonction doit être rémunérée mais aussi valorisée d'une manière plus large.

Il faut sans doute ici mobiliser et étendre la notion de rencontres, de déclic pédagogique heuristique, de vertu de l'exemplarité. Il se fait là des miracles qu'aucun écran ne réalise. Il y a ainsi une valeur tutoriale qui se réalise au-delà de la notion d'enseignant. Peut-on alors imaginer des partenaires à une éducation nationale qui sortirait de sa rigidité? Les expériences de transfert de savoir, par exemple, la semaine de la science, ou le « collège de France



étendre la notion de rencontres, de déclic pédagogique heuristique, de vertu de l'exemplarité

Les séjours à l'étranger devraient avoir lieu non pas en fin de formation mais beaucoup plus tôt.

à Aubervilliers » demeurent des expériences isolées, ponctuelles, liées à des individualités et honorées du bout des lèvres.

Ajoutons le triste bilan sociétal en matière de compétences en langues étrangères. Mais comment peut-il en être autrement lorsque la langue française n'est pas acquise en 6^{ème} par plus de 20% des jeunes ? Les niveaux de connaissances demeurent comparables avec ceux des pays étrangers mais la disponibilité pratique de ces connaissances (qui suppose aussi une certaine plasticité mentale au-delà de son propre code) demeure insuffisante. De plus certaines langues sont plus importantes que d'autres en ce qui concerne les échanges.

La place des séjours à l'étranger devrait aussi être réévaluée. Les séjours à l'étranger devraient avoir lieu non pas en fin de formation mais beaucoup plus tôt. Les bourses Erasmus sont notoirement insuffisantes et constituent essentiellement un moyen pour un étudiant de passer une année quasi sabbatique puisque la langue du pays d'accueil n'est pas maîtrisée avant d'atterrir. **Pour ce qui concerne les doctorants ou post doctorants (Cf valorisation et brevets) nous payons (le contribuable) pour que nos meilleurs étudiants partent en fin d'études (au maximum de leur technicité et de leur énergie) aux USA sans par ailleurs leur garantir un poste au retour.** Il vaudrait mieux les envoyer acquérir des savoirs aux USA c'est à dire dès le début de leur thèse pour les valoriser en France au retour. Ce serait moins moral mais nettement plus rentable. Il faut savoir que dans certaines universités américaines prestigieuses, c'est plus d'un doctorant sur deux qui est étranger. Une large part des performances de recherche américaines est liée à ces jeunes que nous envoyons si complaisamment outre atlantique, voire que nous finançons. Une raison de ce comportement curieux est simplement de nous rassurer : Si les américains nous apprécient, c'est décidément qu'on n'est pas si mauvais ! C'est déjà une manifestation d'infériorité.

Transdisciplinarité

La pensée complexe typique de notre monde et de l'approfondissement des savoirs se nourrit de la diversité et implique d'optimiser les juxtapositions de compétences. Comme Montaigne dans sa tour, nous avons les données et l'intelligence, mais les objets sont multiples et organisés en plusieurs strates complexes.

Nous avons besoin de chefs d'orchestres « vides », « naïfs », c'est-à-dire suffisamment libres pour lancer ou appuyer des actions dans des domaines qui n'existent pas encore.



Il y a donc là encore nécessité d'observatoires, d'unités de veille technologiques tant en ce qui concerne la culture que les savoirs, voire des solutions adoptées pour des problèmes similaires dans d'autres cités comparables. Mais de telles unités de veille indépendantes supposent une évaluation et là on retombe dans les errements classiques de l'étatisme français : Les évaluateurs sont juges et parties et choisis parfois pour cela. Une telle structure pérenne serait par ailleurs un outil objectif d'aide à la décision, qui semble manquer cruellement aux collectivités territoriales, qui fonctionnent souvent à travers de pseudo expertises intervenant parfois sur des décisions déjà prises, simplement pour servir de caution.

[Associations

imaginer une convergence plutôt qu'une concurrence, voire un redéploiement des efforts

Les associations sont des éléments majeurs de la diffusion des savoirs « hors filière » puisque ce champ est laissé à peu près libre par l'Education Nationale. Les objets des associations sont quasi infinis. Il apparaît impossible, même si cela pourrait paraître souhaitable, d'avoir une vision exhaustive des associations impliquées dans le champ défini car elles sont :

- volatiles
- ont des objets trop précis pour être catégorisés
- sont excentrées par rapport à l'objet de l'étude (culture d'éveil et éducations ciblées)

Plusieurs points d'entrée sont possibles, aboutissant à la répartition des associations :

- En fonction des tranches d'âge du public auxquels elles s'adressent,
- En fonction de la répartition géographique sur la commune (notion de double désert lié à l'existence de mondes sociaux qui s'ignorent),
- En fonction de leur taille (mais certaines, petites, sont riches par rapport à d'autres, grosses, mais pauvres)
- En fonction de leur objet : si tout est intéressant et informatif une exhaustivité est impossible. Peut-on seulement assurer une différenciation entre culture sociale et culture artistique.

Les associations apparaissent comme une nébuleuse abondante et dense mais aux contours imprécis alors qu'il faudrait avant tout repérer les zones non couvertes, tant sur le plan thématique que géographique, ainsi que celles exagérément couvertes, afin éventuellement d'imaginer une convergence plutôt qu'une concurrence, voire un redéploiement des efforts.



Toutes les associations que nous avons rencontrées souhaitent une telle convergence afin d'améliorer leur visibilité et leur lisibilité. Du fait de la rupture des liens sociaux, en particulier entre l'école et les parents, l'objet des associations à but éducatif est parfois mal perçu auprès des publics cibles, même lorsqu'il y a un lien préexistant école / association. La lisibilité et donc l'implication au sein des associations, tant comme responsable que « consommateur », demeure faible. Enfin « la convergence » permettrait une limitation du phénomène de concurrence entre les associations, aux objets parfois proches et complémentaires.

Dans certains cas, les associations sont organisées en réseaux. Cette organisation aboutit à une recherche de maillage, par exemple, parmi certaines de celles qui s'occupent de développement durable. Dans ce secteur particulier, il existe deux difficultés :

- Données concernant les nouvelles technologies, souvent enfouies, non directement accessibles à ceux qui sont extérieurs au réseau ;
- Accès difficile au réseau qui se protège et refuse l'institutionnalisation, même pour une stratégie de conquête.

Cohésion et lien

Ce qui caractérise la démarche associative, c'est avant tout la notion de lien inter-individuel. Cette notion résonne particulièrement dans nos sociétés qui souffrent chroniquement d'un absentéisme majoritaire lors des consultations électorales. Dans beaucoup de discours associatifs, **le besoin de lien prime au delà de l'objet**. La perte de la cohésion s'exerce au niveau social, au niveau collectivités et même au niveau des associations, qui sont souvent fortement demandeuses d'actions intégrées inter-association. D'ailleurs, souvent, elles ne montent que des projets comportant partenariats et juxtaposition. Malgré tout, certains acteurs des associations, en particulier des bénévoles sont ostraciques. Certaines associations sont assez jalouses de leurs territoires et gênent l'implication de nouveaux acteurs. Cette attitude est parfois encouragée par les collectivités qui financent de manière aléatoire, favorisant le côté vitrine plutôt que le côté performance ou évaluation de la pertinence de projet. Le regret qu'il n'y ait pas davantage de ponts entre les structures, quelles soient publiques ou associatives est constant.

Les relais avec les écoles ne sont pas institutionnalisés mais sont « individus dépendantes » alors que le lien triangulaire école-parents-élèves est détruit sur au moins un des côtés du triangle dans tous les cas dans les quartiers. Les liens familiaux sont de plus souvent détruits, le chef de famille n'est pas le chef, la mère n'est pas la mère.



Les liens dans un même quartier entre les individus sont détruits par le chômage, les rivalités ou les structures underground et les liens interculturels sont difficiles par essence. Les liens entre quartiers sont affectés de barrières sociales ou géographiques. Ce sont les associations qui font la démarche d'aller vers les écoles re-tisser les liens. Ce lien est d'abord ponctuel puis ensuite il s'étoffe éventuellement autour de l'art et de la culture. Si l'objet d'une association tombe, le besoin d'association et de lien provoque la recréation d'une autre avec un autre objet mais souvent avec les mêmes acteurs. L'objectif pour une association est bien là, de donner du sens politique au-delà de la prestation fournie par le service. Les administrateurs d'associations sont souvent peu conscients de ce sens, de ce lien qu'ils créent et de la notion de coût évité (dont le mot est plus efficace que celui de prévention).

La création d'un lien social toutefois n'est pas l'apanage d'une structure ou d'un objet. Ce sont plutôt des regards différents sur un même projet qui créent la cohésion.

Un point très important concerne la responsabilité : Pourquoi, si l'action d'une association est si importante sur un secteur comme l'Education populaire, y a-t-il désengagement de l'Etat dont un des droits régaliens est bien l'Education, entendue, de notre point de vue, sous toutes ses formes. Le corollaire étant en cas d'échec humain de savoir qui est responsable, même si les associations sont très importantes et ont pignon sur rue.

La puissance publique (l'Etat, les collectivités, les tutelles) finance, sur des critères parfois assez opaques, mais il y a une grande difficulté tant d'avoir une vision de l'ensemble, que de connaître le volume de ce qui est accompli. D'ailleurs les tutelles financent l'action de manière modeste et limitée dans le temps mais pas l'avant, la mise en place du projet, ni l'après c'est-à-dire l'évaluation. Du coup il est difficile de savoir ce qui n'est pas pris en charge et par conséquent difficile de savoir à qui incombe la responsabilité. Si beaucoup semble fait, il n'y a pas de notion de volume quant à la culture populaire. Selon le rapport du CESR, moins de 7% des jeunes sont impliqués dans une association à but culturel, ce qui inclut à la fois les « amis de Mozart » des quartiers résidentiels et l'éducation populaire. Cet aspect flou se retrouve dans l'absence de portails d'entrée uniques regroupant l'accès aux différentes « actions » entreprises, objets des associations.

Volume

Variable et peu précis mais en moyenne 10 personnes par projet, 5 à 6 projets par an pour la ville, pour une association impliquée en Education populaire. En général, c'est l'association qui va vers les gens à moins qu'ils ne soient identifiés par d'autres associations et vont alors vers un projet défini.



Les publics en général sont peu mobiles et rechignent à aller assister à des événements se produisant à distance, préétablis par des tiers même s'ils sont pris en charge. Ce point souligne l'importance d'une pénétration de l'extérieur favorisée vers les « quartiers ». Malgré tout, le volume potentiel est plus grand que celui directement impliqué par l'association au titre de son objet. Lors de l'organisation d'une consultation (sondage) par une association c'est 600 personnes qui répondent, alors que moins du dixième participe effectivement, traduisant ainsi un besoin de s'exprimer sur un sujet les concernant directement. Les volumes, enfin, diffèrent en fonction des quartiers. Par exemple, certaines associations sur Bellevue sont plus développées qu'à Malakoff, ce qui induit une inhomogénéité des actions.

Certaines associations ont en revanche une cible plus vaste, plus généraliste, ce qui aboutit à des volumes qui peuvent atteindre 7000 enfants pour 10 responsables et 20 animateurs, pour un volume de 7 à 12 h par cycle (ex : Les Petits Débrouillards). Bien entendu, tout est lié à la bonne volonté des individus pour ce qui est de la pérennité des relations entre acteurs et associations.

Malgré cela, même avec un coût financier très bas, l'accès au service produit par une association est souvent modeste du fait de problèmes de compréhension et de communication. Par exemple, avoir des enfants, c'est aussi avoir un statut social et chez des gens très défavorisés, c'est même la seule image sociale qui demeure, donc dans ce cas, il y aura réticence à l'accueil des enfants par des tiers. Les techniciens TSF font ce travail de traduction.

Relations associations tutelles

Les associations ne souhaitent aucune sujétion à des tutelles dont elles se méfient beaucoup. Par ailleurs on observe peu d'intervention des tutelles car elles ne savent pas vraiment ce qui va sortir d'un projet. Bien sur, la relation s'établit à travers la recherche de soutien financier alors que les budgets sont aussi à destination des vitrines de la ville. Les moyens sont de plus en plus réduits car il y a une multiplication des besoins et donc dilution. Certains projets sont récupérés et leurs acteurs initiaux sont dépossédés par les collectivités. Les tutelles ne financent pas les coûts de gestion ou de mise en place de projets et donc elles vont municipaliser les associations dès que les coûts vont devenir importants. Mais les tutelles ne vont « prendre » que les objets directs, pas le reste, en particulier, pas la dimension de recréation des liens sociaux ou inter-individuels. Il y a en fait une relation difficile entre pros et bénévoles, en ce qui concerne la complexité administrative et les discours technocratiques. Les bénévoles ont du mal à être entendus par les collectivités car ils font « peu pros ».

*aucun financement
pour réaliser des
évaluations ou des
projets*



Parfois les administrations soutiennent les associations pourvoyeuses de services car leur coût est moindre que s'il était supporté par les collectivités. La notion de rupture temporelle entre les actions menées ou à mener et les temps électoraux revient souvent dans les échanges avec les associations. Le problème est qu'il n'y a aucun financement pour réaliser des évaluations ou faire des projets, seulement pour les mettre en œuvre.

En même temps il ne faut pas que les regroupements administratifs qui sont tellement à la mode, par exemple les agglomérations qui mutent en métropoles, aboutissent à de plus gros projets gommant les activités plus distales (géographiquement, socialement), moins visibles mais qui elles, créent du lien de terrain au lieu de lien de vitrine. De plus, ces grosses actions ne sont pas toujours décidées de manière démocratique ou évaluées rationnellement mais souvent imposées. Les redécoupages géographiques ou phagocytaires ne sont pas optimisés et aboutissent souvent à des pertes d'activité.

Relations associations Education Nationale/Université

Les relais avec les écoles ne sont pas institutionnalisés mais ils sont « individus-dépendants ». De plus les relations souffrent de la professionnalisation revendiquée par certains et désirée par d'autres.

On peut retenir l'exemple des écoles de musique (associatives) qui, sous la pression de la loi, doivent adopter un certain format qui du coup, exclu toute la dimension sociale : l'enseignement est plus performant mais tout le reste est perdu (plaisir, convivialité, rencontres) alors que tout le monde ne va pas devenir Berlioz. Les associations ont donc dû changer de nom et se doter de chartes. Il y a volonté de filieriser ou plutôt de capter les associations « qui marchent » pour les faire rentrer dans le champ normatif de l'Education Nationale mais en ne prenant pas en compte l'impact social.

L'école va tendre à inclure dans des programmes stricts mais elle va rechigner à voir des expériences s'insérer dans les programmes. Par exemple l'Education Nationale est réticente à accepter l'apport des associations aux écoles qui n'ont donc droit de cité qu'en dehors des heures d'ouverture.

L'exemple de l'association Les Petits Débrouillards (LPD) est clair. De plus la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) l'ignore totalement au prétexte qu'il ne s'agit pas de sciences mais de social. Certes LPD a une vocation citoyenne mais va très au-delà de l'école. Malgré cela, il n'y a pas de dimension professionnalisante et surtout pas de filière en aval puisqu'il n'y a pas de reconnaissance par l'Education Nationale. LPD suscite des vocations qui ensuite s'éteignent malheureusement souvent.



*l'approche expérimentale
de la culture scientifique
permet de remobiliser
les individus déstabilisés*

Les regrets de ne pas avoir d'école de la seconde chance sont forts là aussi car l'approche expérimentale de la culture scientifique permet de remobiliser les individus déstabilisés et de recréer les parcours et les motivations. De plus, la culture technologique est notoirement insuffisante en France. Pour combler l'absence d'institutionnalisation des liens avec l'Education Nationale, LPD souhaite avoir un lieu ressource qui permettrait ensuite de rayonner vers la périphérie. Le rôle des collectivités est donc déterminant et il est bien compris sur ce point par la ville de Nantes. Le problème de la relation école/association n'est pas totalement résolu par la création d'un pôle scientifique Dervallières-Chézine qui sera ouvert pendant les heures scolaires quand les enfants sont justement scolarisés ailleurs majoritairement.

Financements

Les modes de fonctionnement financiers sont souvent à la fois complexes, fortement diversifiés et modestes. Les collectivités (ex DRAC) aident à la bipolarisation des associations, soit genre « amis de Mozart », soit éducation populaire. Le public-cible varie en fonction des demandes et des projets. Dans certains cas, l'association assurera une formation à la fonction d'encadrant d'association et d'animateur, ou pourra être prestataire de service de manière déportée hors de la ville, là où n'existe aucune structure pertinente pour assurer son équilibre financier. Les critères d'attribution financiers sont aléatoires en fonction des années mais en constante diminution (-50% en 5 ans). Il y a du coup une méfiance vis-à-vis des financeurs institutionnels. Malgré le discours, peu d'optimisation est noté mais plutôt une redistribution aléatoire des moyens sans véritable critère, fortement dépendant des interlocuteurs, certains pouvant être très privilégiés. L'avenir apparaît difficile car les financements se font rares s'ils n'aboutissent pas ou ne concourent pas à la création d'emplois directs. Cela concerne en particulier tout ce qui est transversal, administratif. Il faut donc trouver une forme de gestion adaptée pour les associations. Pour 1 euro obtenu il en faut 1,5 pour obtenir de nouveaux financements soulignent des responsables d'association car il y a inadéquation des strates, des règlements et des arcanes. De plus, les associations n'ont en général pas de moyen d'évaluation tant quantitatif que qualitatif (en particulier le nombre d'individus bénéficiaires, la notion de lien social). On dira en caricaturant que les enfants ont le sourire grâce à l'association mais sans savoir combien d'enfants.

LPD signe des conventions avec les écoles publiques très consuméristes et les écoles privées qui inscrivent davantage la démarche dans un projet scolaire. Les financements peuvent réalisés sous la forme d'emplois jeunes pérennisés.



Le budget s'établit en prestations de service à hauteur de 40% et de subventions à hauteur de 60%. Par exemple pour l'année 2007 LPD a bénéficié d'un fort soutien de la ville de Nantes qui lui permet d'envisager une réflexion en amont normalement jamais prise en compte. Enfin LPD signe des conventions pluri annuelles avec les tutelles pour la réalisation d'outils pédagogiques aux normes et agréés mais la distribution leur échappe, restant à la charge des collectivités, ne générant donc pas de revenus. De plus LPD assure la formation des formateurs ce qui démultiplie la démarche.

Evolution

Le monde associatif a énormément changé et il est centré, tant sous la pression des populations cibles que celle des financeurs, sur la recherche d'emploi, la valorisation de l'individu et la découverte de compétences. L'obtention d'un emploi n'est pas directe mais indirecte car l'inclusion dans une formation, dont peu sont diplômantes, peut être une conséquence. Malgré tout, beaucoup viennent juste passer du temps de « consommation » au sein d'une association utilisant son objet parfois comme thérapie.

Là comme ailleurs, la nécessité d'une optimisation des moyens, d'une mutualisation et de partenariats quels qu'ils soient, émerge. Les rencontres inter-association se font mal, sauf projets convergents d'animation ou projet fédérateur. L'égo des responsables est fort, chacun est un chef... Idéalement il faudrait mettre en place des actions interassociatives extérieures, créer des liens et faire de la communication pour aboutir à des réseaux, mutualisant les moyens tout en évitant le piège de la récupération. Il y a des besoins humains et des besoins de formation pour ces moyens humains.

L'évolution des associations va sans doute inclure des activités d'évaluation et de professionnalisation des animateurs et des responsables en particulier vis-à-vis des tutelles. C'est dans ce domaine la stratégie du Conseil Général qui apparaît bénéficier d'une image très positive auprès des associations contactées. (Service Jeunesse et Education Populaire). Un recensement des actions et contacts avec les équipes de quartiers et Ville de Nantes est en cours. Les moteurs des associations, les porteurs de projets, existent mais ils sont seuls, ils manquent de bras pour assurer une professionnalisation des actions, changer d'échelle, organiser des rencontres improbables entre acteurs potentiels. Les associations sont créées pour assurer des services mais elles ont besoin d'accompagnement par rapport aux collectivités et à la gestion, sans perdre de vue que l'objet premier est la création de lien social.



[Acteurs de l'emploi

repenser les contenus des enseignements pour permettre une bonne adéquation entre les besoins du marché du travail et le besoin de l'enseigné

Enseignement et chômage

Plusieurs systèmes concourent à la prise en charge des sans emploi : ANPE/ASSEDIC ainsi que les cabinets d'intérim et les structures privées de recrutement... Le rêve serait que ces systèmes soient inutiles du fait du plein emploi. L'idée capitaliste qui veut qu'un certain taux de chômage serve de tampon d'emploi amortissant les à-coups de la conjoncture économique, outre qu'elle est assez cynique, est totalement inadaptée. Une personne qui perd son emploi se retrouve seule très vite face à des structures complexes parfois déconnectées des réalités du monde du travail, sans avoir forcément les ressources morales et éducatives pour ré-émerger. D'une manière un peu polémique, on pourrait dire que beaucoup tirent avantage d'un chômage non résorbable qui constitue une sorte d'économie souterraine. L'incitation à la remise au travail est faible car, sous prétexte de chômage, le réemploi s'accompagnera de déclassement qui s'ajoute à l'humiliation de la perte d'emploi et n'est pas incitatif économiquement. Par ailleurs on peut se demander pourquoi une entreprise à compétences égales irait recruter une personne au chômage depuis plusieurs années alors qu'il y en a qui peuvent être recrutées en activité.

Le risque de marginalisation est fort et détecté souvent trop tard pour obtenir une réinsertion dans des filières par ailleurs délibérément maintenues fermées par une absence de politique de la seconde chance. Il faut un accompagnement mis en place très précocement.

Sans doute faudrait-il repenser la notion d'emploi par rapport à la notion de travail et repenser aussi les contenus des enseignements pour permettre une bonne adéquation entre les besoins du marché du travail et le besoin de l'enseigné qui aura plusieurs vies professionnelles au cours de sa vie.

Lors de la formation pratique, lorsque la profession est définie, la nécessité de tutorat et de parrainage individualisé est soulignée. Mais cet aspect est également à mettre en place dans le cadre d'un reclassement professionnel.

En parallèle avec la notion de seconde chance, l'évolution de la VAE doit s'accompagner de la constitution d'un dossier personnel de l'évolution de CV (Exemple du Canada et du Carnet social par homologie avec le Carnet de santé).



Cabinets de recrutement privés

Ceux-ci sont impliqués depuis peu dans une démarche publique d'accompagnement des ANPE et APEC. Leur engagement fait débat car il est onéreux et du fait du caractère privé, il leur est volontiers prêté des préoccupations purement mercantiles, ne considérant pas assez la personnalité des demandeurs d'emploi. Au-delà, il est possible que des réflexes traditionnels « c'est à l'Etat d'assurer l'emploi à ses ressortissants » contribuent à ce débat. En revanche leurs compétences sont indéniables : qualité d'analyse des consultants, capacité de suivi des candidats, réactivité, connaissance du marché, capacité de testing. La convergence public-privé semble nécessaire et non la disparition de l'un pour l'autre. **3 grands secteurs d'activité pourraient être distingués : individus en filière mais précarisés, individus hors filière, détection de talents et bilans de compétences itératifs.** Ceux-ci ne sont faits qu'en cas de difficulté professionnelle dans le cas d'individus filièrisés. Or la durée de vie augmentant, les technologies et les savoirs évoluant, le besoin de bilan augmente et n'est appréhendé qu'en cas d'accident de la vie.

[Médias

Dans quelle mesure les médias en particulier locaux sont-ils bien des vecteurs de la vision du monde, vecteurs de culture à destination du plus grand nombre ?

Compte tenu de la couverture perfectible réalisée par l'école dans ses missions classiques, tant au plan territorial qu'au plan du temps passé de ce côté flou et imprécis des associations, on pourrait imaginer une couverture médiatique assurant en complément une distribution culturelle et éducative, dont les contenus seraient éventuellement produits en partenariat. Que reste-t-il du rôle d'organisateur collectif dévolu aux médias en particulier audio visuels à leur débuts ? Dans quelle mesure les médias en particulier locaux sont-ils bien des vecteurs de la vision du monde, vecteurs de culture à destination du plus grand nombre ? A une époque où l'instantané et l'image fugace dominant, un rôle important ne serait-il pas d'aller à contre-courant et tenter de donner un contenu au lieu d'une image ? Dans le processus d'éducation, il y a un temps d'intégration des données et un besoin de répétition alors que les médias ne permettent pas un tel délai de réflexion, une information chassant aussitôt l'autre. Si on ajoute à cela que les images sont très partiales et difficilement re-plaçables dans leur contexte, sauf par celui qui les a prises, on peut se demander finalement à quoi elles servent sans leur mode d'emploi...



Que pourrait représenter la définition d'une mission de diffusion des savoirs et de la culture au plan local ? L'émission « C'est pas sorcier » apparaît comme un modèle du genre, plébiscité par petits et grands, bien que centré sur les sciences dures. Quid des sciences « molles » ? Quid d'une couverture locale, régionale, voire hyperlocale ? Au lieu de jouer ce rôle, les médias créent souvent, délibérément ou non, une dépendance et ils transmettent sans aucun contrôle, des messages qui sont inadaptés, qui n'ont fait l'objet d'aucune étude d'impact, en vertu du principe de la liberté de la presse. Est-on bien conscient du décalage entre la paranoïa qui prévaut au décompte du temps de parole des candidats à une élection et le temps d'antenne réservé à l'expression de la violence sous toutes ses formes du journal de 20h aux dessins animés du dimanche matin ? Qui demande ça ? En quoi ces médias apportent-ils une contribution significative à l'amélioration de la compréhension de la société ? Au bien-être ? Au contraire une politique culturelle événementielle associée à une médiatisation de tout y compris des biens de consommation aboutit à la constitution d'un moule prédéfini qu'il est anxiogène de challenger lorsque justement on n'a pas acquis l'envergure culturelle qui permet le jugement (*La querelle de l'école*, A Finkielkraut 2007).



Bibliographie :

Conseil Economique et Social des Pays de Loire,
Bâtir avec et pour les hommes Tome 1&2 (2003-2004)
A vous de jouer (2007)

Inspection Générale des Finances
Rapport sur la valorisation de la recherche (2007)

Ministère de l'Education Nationale
Rapport Claude Thélot (2004)
Rapport Ecole primaire du Haut Conseil à l'Education (2007)

Ministère de la Culture
Rapport Latarjet (2004)

A. Finkielkraut
La querelle de l'école, Ed. Stock (2007)

E. Maurin
La nouvelle question scolaire, Ed. Seuil (2007)

UNESCO, www.unesco.org/fr
Enseignement pour tous (EPT), Rapport (2007)

Institut national de la propriété industrielle (INPI)
www.inpi.fr

Bureau Fédéral des Brevets (BFB)
www.bfs.admin.ch



EDUCATION ET CULTURE

Une nouvelle vision pour la Cité

Thierry PATRICE, membre de l'Institut Kervégan

Le siècle qui s'ouvre sera vraisemblablement le siècle de la connaissance et de l'information plus encore que le siècle précédent. C'est dans ce contexte que s'installe une décentralisation en Région des dimensions éducatives et culturelles. L'impact des décisions qui seront prises par les collectivités, à la différence de celles concernant d'autres postes, seront difficilement réversibles alors quelles conditionneront la compétitivité de Régions entières par l'intermédiaire de leur créativité. Alors que chacun des acteurs revendique à la fois financements par l'impôt et liberté totale de décision, les collectivités ne paraissent pas armées pour répondre à ces défis majeurs, gouverner des investissements objectivement pertinents, influencer en conscience sur les décisions prises dans ces domaines. C'est donc avant tout sur la mise en place d'outils décisionnels d'évaluation, de veille technologique dans les différents secteurs que doit reposer la mise en place d'une stratégie rationnelle par les collectivités. Les décisions doivent par ailleurs tendre à mutualiser les efforts de tous sans ostracisme pour satisfaire aux enjeux. En ces temps d'autonomisation les outils décisionnels fourniront également aux collectivités territoriales l'argumentaire pour discuter en partenariat avec l'Education nationale (EN) ou les Universités afin d'aboutir à des actions concertées, adaptées et transparentes. Enfin, ces décisions devront contribuer à la mise en place d'une politique culturelle impliquant elle aussi tous les partenaires et ne privilégiant pas uniquement la distraction, mais aider aussi à l'augmentation de la créativité globale. L'institut Kervégan, à travers un premier document de réflexion et de questions, ouvre le débat à tous et à toutes.

